

Exploitation minière : une chercheuse amérindienne exprime le point de vue de la base



Jean La Rose est administratrice de programme à l'Association des peuples amérindiens. (Institut Nord-Sud : Viviane Weitzner)

2002-11-01

par Colin Campbell

Au Guyana et en Colombie, comme dans la plupart des pays d'Amérique du Sud, l'exploitation minière a énormément augmenté au cours des vingt dernières années. Mais, qu'il s'agisse de la contamination de rivières saines ou de l'anarchie qui règne dans les villes minières, les populations autochtones de ces pays sont celles qui ont le plus souffert de l'exploitation des mines.

« Nous savions déjà que l'exploitation entraînait des problèmes sociaux et environnementaux », déclare Jean la Rose, chercheuse basée à Georgetown, au Guyana. « Mais nous voulions déterminer dans quelle mesure ces répercussions touchaient la vie des collectivités et comment cette incidence se manifestait. »

La Rose, d'origine autochtone, travaille à l'[Association des peuples amérindiens \(APA\)](#). Elle y mène des recherches sur le point de vue des populations autochtones à l'égard de l'exploitation minière au Guyana — point de vue qui, jusqu'à tout récemment, n'avait pas fait l'objet d'études sérieuses. Ses travaux ne sont pas passés inaperçus : en avril 2002, elle recevait le [Prix Goldman pour l'environnement](#) en reconnaissance de ses travaux écologiques sur le terrain. Ce prix est assorti d'une bourse de 125 000 \$US dont Jean La Rose fera profiter l'APA.

Le point de vue des collectivités

La recherche de La Rose fait partie d'un projet plus vaste qui englobe une étude parallèle menée en Colombie, le pays d'Amérique latine le plus avancé pour ce qui est des lois sur les droits des peuples autochtones. Grâce à l'appui du Centre de recherches pour le développement international (CRDI) du Canada, la recherche a été effectuée en collaboration avec l'Université d'Antioquia, à Medellin (Colombie) et l'[Institut Nord-Sud \(INS\)](#). Elle a porté sur les expériences vécues par les collectivités autochtones au regard des activités minières sur leurs terres ancestrales, ou à

proximité, en particulier sur la mesure dans laquelle les collectivités autochtones sont consultées et prennent part au processus de prise de décisions. Dans le [document d'information stratégique](#) et dans le [rapport définitif](#) (version anglaise seulement), les chercheurs recommandent différents moyens de faire en sorte que les consultations respectent véritablement les collectivités autochtones.

Selon Viviane Weitzner, chercheuse principale à L'INS qui s'est chargée de l'administration de l'ensemble du projet dans les deux pays, cette recherche constitue « l'un des premiers projets qui documente les expériences des collectivités de la Colombie et du Guyana ».

D'étonnantes révélations

La recherche révèle que l'exploitation minière a eu sur les femmes de graves répercussions. « Nous savions qu'il y avait des problèmes, mais nous n'avions pas soupçonné l'ampleur des effets néfastes de l'exploitation minière sur les femmes », souligne la Rose.

« Notre rapport fait état de nombreux cas de viol, de violence familiale et de prostitution. Des jeunes femmes, de 12 à 14 ans, sont victimes de viols de bandes, non par des hommes de leur village mais par des mineurs qui y séjournent quelque temps et en repartent. »

L'exploitation minière au Guyana se fait à l'intérieur des terres, là où la population se compose principalement de peuples autochtones. Bon nombre des mineurs qui travaillent pour de petites et moyennes entreprises arrivent des régions côtières du pays et ne passent que peu de temps au site d'exploitation avant de retourner sur la côte, où ils habitent.

L'environnement succombe sous l'activité minière

La recherche a également confirmé que les peuples autochtones souffrent de l'incidence de l'activité minière sur l'environnement. L'exploitation ayant lieu près des rivières, il arrive souvent que des sous-produits soient rejetés dans le cours d'eau. Qui plus est, en 1995, le Guyana a connu, de mémoire d'homme, le pire désastre écologique dû à l'exploitation minière, lors du déversement de trois milliards de litres de cyanure dans la plus grande rivière du pays, l'Essequibo.

Cette catastrophe a entraîné de graves dangers pour la santé des peuples autochtones. « Les collectivités [autochtones] se servent surtout de l'eau de la rivière et du ruisseau à des fins domestiques; elles n'ont pas l'eau courante », précise La Rose.

La dégradation des sols a eu, elle aussi, des effets néfastes. Elle est également plus facile à identifier. Weitzner a pu constater directement l'incidence de l'exploitation minière. « J'ai été estomaquée de constater l'ampleur de l'exploitation à petite échelle : ce n'était qu'une longue succession de camps miniers abandonnés. L'eau des rivières est brune, les rives sont érodées. Les conséquences sont désastreuses. »

En Colombie, les populations autochtones doivent aussi faire face aux effets subsidiaires de l'exploitation minière sur l'environnement. Weitzner se rappelle sa visite d'un village autochtone, tout près d'un port où l'on stockait du charbon. Des nuages de poussière noire envahissaient le ciel, et l'air que les gens respiraient en était chargé. Cette poussière recouvrait également leurs champs et affectait leurs animaux.

La revendication des terres autochtones

Les populations autochtones ont dû lutter pour garder la mainmise sur leurs terres devant l’envahissement des activités minières qui, dans les deux pays, empiètent souvent sur les terres ancestrales. Le projet révèle que, dans de nombreux cas, les sociétés minières travaillant sur ces terres, ou à proximité, ont offert aux autochtones des avantages à court terme ou carrément de pure forme. Ainsi, une collectivité a reçu un équipement de cricket en échange de l’utilisation de ses terres.

« Ces avantages sont parfois des marchés sans récurrence comme lorsque les collectivités obtiennent des centres de santé, par exemple, mais que le don ne comprend pas l’entretien. Les centres ont vite fait de se dégrader », poursuit Weitzner.

Comme un des membres du peuple Wayu, en Colombie, l’a indiqué aux chercheurs : « On manque d’information [sur les activités minières] et, souvent, les collectivités sont flouées [...] il n’y a aucun respect ni pour les lieux où les collectivités aiment à réfléchir, ni pour le temps dont elles ont besoin pour régler leurs problèmes. »

Des propositions de changement

Les chercheurs ont proposé divers moyens d’assurer un dialogue équitable, en particulier la notion du consentement libre et éclairé. « Les mécanismes de consultation et de participation doivent donner lieu à l’acceptation ou au rejet, de la part des autochtones, d’une proposition de recherche au lieu de supposer une négociation sur la manière de limiter les effets néfastes d’un projet qui se déroulera de toutes façons », explique Weitzner.

« Les mécanismes de prise de décisions devraient considérer que les peuples autochtones ont des droits sur leurs territoires traditionnels — plutôt que de simplement voir en eux des dépositaires », ajoute-t-elle.

L’étude du point de vue des autochtones a favorisé le dialogue au sein des collectivités touchées par l’exploitation minière; les chercheurs espèrent qu’elle les aidera à influencer sur l’élaboration des politiques. La prochaine étape de ce projet commun consistera à tenter d’ouvrir le dialogue entre des représentants d’autres secteurs, notamment du gouvernement et des sociétés minières.

La lutte continue

La bourse attachée au Prix Goldman pour l’environnement aidera l’APA à poursuivre ses travaux, souligne La Rose. Les fonds serviront à financer une assemblée où sont attendus tous les peuples autochtones du Guyana. L’Association en utilisera aussi une partie pour se doter de systèmes informatiques. En outre, le prix a été bon pour le moral.

« C’était formidable », confie La Rose en repensant au moment où elle allait recevoir le prix, à Washington. « La presse guyanaise a couvert l’événement. J’espère pouvoir me servir de cette récompense pour attirer davantage l’attention et faire converger les interventions sur les questions que nous étudions depuis des années », conclut-elle.

Colin Campbell est rédacteur pigiste à Toronto.

Renseignements

Viviane Weitzner, chercheure principale, L'Institut Nord-Sud (INS), 55, rue Murray, bureau 200, Ottawa, Ontario, Canada K1N 5M3; tél. : (613) 241-3535; téléc. : (613) 241-7435; courriel : vweitzner@nsi-ins.ca

Des liens à explorer...

[L'Institut Nord-Sud \(INS\)](#)

[Association des peuples amérindiens \(APA\)](#)

[Prix Goldman pour l'environnement](#)

Initiative de programme du CRDI : [Gestion communautaire des ressources naturelles, Amérique latine et Caraïbes \(MINGA\)](#)

Dans le magazine *Explore* : [Les effets des grandes exploitations minières sur les collectivités chiliennes](#), de Louise Egan

Dans le magazine *Explore* : [L'enjeu communautaire dans les négociations minières](#), de Pattie LaCroix